

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CONF.69/L.134(Abstract)
26 août 1977

FRANCAIS

Original : ESPAGNOL

TROISIEME CONFERENCE DES NATIONS UNIES, SUR
LA NORMALISATION DES NOMS GEOGRAPHIQUES

Athènes (Grèce)

17 août - 7 septembre 1977

Point 7 de l'ordre du jour

RAPPORT DE LA REPUBLIQUE DE CUBA

I. Participation nationale

1. Dans la République de Cuba, de nombreux changements ont continué d'intervenir dans les domaines politique, économique et social; ils ont exercé une influence favorable dans le domaine de la toponymie et ont favorisé la normalisation des noms géographiques dans le pays.

Dans la période actuelle d'institutionnalisation du processus révolutionnaire cubain, les facteurs les plus importants qui ont motivé ces changements ont été la tenue du premier Congrès du Parti communiste cubain, la mise en place des organes du pouvoir populaire, avec ses assemblées municipales, provinciales et nationales, la création des nouvelles divisions politico-administratives et l'établissement du nouveau système de planification et de direction de l'économie.

La Constitution socialiste de Cuba de 1976 et la Loi sur l'organisation de l'administration centrale de l'Etat complètent le tableau politique, économique et social qui a permis la normalisation des noms géographiques à Cuba.

En effet, pour la thèse sur les nouvelles divisions politiques qui a été discutée et approuvée au premier Congrès du Parti communiste, on a effectué des recherches sur tous les éléments sociaux et physico-géographiques intéressant les nouvelles divisions.

Une vaste étude de régionalisation économique a été effectuée, qui a débouché sur la création de 14 provinces et de 169 communes nouvelles.

2. Pendant la période sur laquelle porte le présent rapport, on a achevé de dresser la liste des noms géographiques figurant sur la carte de base du territoire national, qui compte 29 000 toponymes; il s'agit de la liste que nous avons mentionnée à la Conférence de Londres en 1972, qui est maintenant en cours de préparation en vue de sa publication.
3. Entre 1978 et 1979, on publiera un atlas de Cuba, pour commémorer le vingtième anniversaire du triomphe de la Révolution cubaine, et on prépare pour cet atlas un index des noms géographiques qui y figureront.

II. Participation internationale

1. Répondant à une invitation du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement cubain a désigné un spécialiste qui a participé aux réunions du Groupe d'experts tenues en 1973 et en 1975 au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York.
2. En vue de la première Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour les Amériques, le Gouvernement cubain a envoyé une délégation à Panama, pays où se tenait la Conférence, et l'expert de Cuba a participé à l'élaboration des recommandations sur la normalisation des noms géographiques qui ont été approuvées à la Conférence.

Pour les divisions politiques, on s'est fondé sur les prémisses suivantes :

Dans la nouvelle société, l'Etat, sous la direction du Parti, dirige, contrôle et planifie toutes les activités sociales.

L'organisation territoriale de la direction qu'exerce l'Etat sur les activités économiques, sociales et politiques doit garantir les meilleures conditions possibles de direction et de gestion de la société et doit donc correspondre à la structure territoriale des activités économiques, aux perspectives de développement et à la répartition de la population sur le territoire national.

Les nouvelles divisions sont essentiellement conformes aux critères de la régionalisation économique, compte tenu des facteurs géographiques et démographiques, ainsi que de la situation actuelle, des perspectives de développement et de tout le réseau de villages et de villes dans lesquels siègent les diverses instances; il est tenu compte des villes les plus importantes et des progrès accomplis dans tous les secteurs de l'économie.

Les organes du pouvoir populaire, fondés sur les communes et les provinces, dans l'exercice complet de la démocratie que le peuple a conquise et que la Constitution socialiste de 1976 garantit, constituent un bastion remarquablement efficace sur lequel s'appuient les recherches toponymiques effectuées dans le territoire et, par conséquent, un point d'appui obligatoire en matière de normalisation des noms géographiques.

En ce qui concerne la dénomination officielle des nouvelles provinces et communes, la Commission des noms géographiques a effectué une vaste étude et une enquête linguistique, historique et géographique approfondie, et ses conclusions, en ce qui concerne les toponymes, sont concrétisées dans la Loi sur les divisions territoriales politico-administratives.

Les noms mentionnés dans la loi en question ont été normalisés et l'usage en est obligatoire dans les documents officiels du pays.

Les instructions techniques élaborées en ce qui concerne la dénomination des provinces et de leur capitale, ainsi que des communes et de leur chef-lieu, visent à préserver le caractère historique, géographique et linguistique des toponymes, en mettant en relief des patronymes indigènes comme Cuamá, Noa et Guantánamo, notamment, aussi bien que des patronymes contemporains tels que Bartolomé Masó, Jesús Menéndez et Frank País.